

Gambie/Au lendemain du retour du président Barrow

" Réduction progressive " des troupes de la Cédéao

AFP
Banjul/Gambie

LA mission militaire déployée en Gambie par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) va entamer une "réduction progressive" de ses effectifs, a appris l'AFP auprès de son commandement hier, au lendemain du retour à Banjul du nouveau président Adama Barrow. La Mission de la Cédéao en Gambie (Micega) "a décidé de procéder à une réduction progressive du volume des forces déployées sur le théâtre des opérations", a annoncé son commandant, le général sénégalais François Ndiaye, dans un communiqué reçu par l'AFP hier. Selon lui, cette décision intervient "après le retour en Gambie" du président Barrow et à la suite d'"une appréciation positive de la situation sécuritaire" dans



Photo : AFP

Le président Adama Barrow rentré à Banjul, les troupes de la Cédéao déployées sur place vont voir leurs effectifs diminuer au fil du temps.

le pays. Elu le 1er décembre et accueilli au Sénégal depuis le 15 janvier à la demande de la Cédéao qui craignait pour sa sécurité, M. Barrow a regagné la Gambie jeudi après-midi, cinq jours après le départ en exil de son prédécesseur Yahya Jammeh qui a contesté sa victoire pendant six se-

maines. "Cette réduction du volume des forces concerne essentiellement la composante terrestre. Néanmoins, celles aérienne et navale sont également affectées à des degrés moindres", a ajouté le général Ndiaye. Sollicité sur les effectifs de la Micega, le commandement n'a pas souhaité com-

munique de chiffre dans l'immédiat. Le week-end dernier, le président de la Commission de la Cédéao, Marcel Alain de Souza, avait indiqué que quelque 4 000 hommes avaient déjà été engagés dans l'opération de la Micega, sur un effectif maximum de 7 000 hommes de cinq des 15

pays de l'organisation régionale. Cette opération a été lancée par la Cédéao le 19 janvier, peu après la prestation de serment d'Adama Barrow dans l'ambassade gambienne à Dakar, puis elle avait été suspendue pour donner une chance aux derniers efforts diplomatiques pour pousser Yahya Jammeh à céder la place. M. Jammeh a finalement quitté le pays le soir du 21 janvier. La Micega a repris son déploiement le lendemain, officiellement pour sécuriser le pays et préparer l'arrivée d'Adama Barrow. Jeudi à son retour à Banjul, M. Barrow a reçu un accueil triomphal d'une foule en liesse, avec des groupes de danseurs et de joueurs de tambours. Aucune indication n'était disponible jusqu'à hier en fin de matinée sur son programme.

L'Afrique en bref

- Côte d'Ivoire/Politique. Fonctionnaires : la grève est suspendue. Les fonctionnaires ivoiriens, en grève depuis le 9 janvier pour une revalorisation salariale, ont suspendu "pour un mois" leur mouvement et appelé à la reprise du travail lundi prochain, a-t-on appris hier de sources syndicales.
- Ile Maurice/Politique. Manif contre la passation de pouvoir du Premier ministre à son fils.



Photo : AFP

Quelque 1 500 Mauriciens ont manifesté à l'appel de l'opposition hier dans Port-Louis contre la nomination de Pravind Jugnauth au poste de Premier ministre suite à la démission de son père, dénonçant une succession de type monarchique et réclamant de nouvelles élections.

Somalie/Troubles

Les islamistes shebab attaquent une base militaire kényane

AFP
Mogadiscio/Somalie

Les versions divergent quant au bilan de cet assaut. Les assaillants évoquent le chiffre de 67 tués parmi les soldats. Information fautive, rétorque l'armée kényane.

LES islamistes shebab ont mené hier une attaque d'envergure contre une base militaire kényane dans le sud de la Somalie, a-t-on appris auprès de l'armée kényane et des shebab, dont les versions divergent quant au bilan et à l'issue des combats. L'assaut de la base de Kolbiyow, tenue par des sol-

dats kényans opérant dans le cadre de la mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom), a débuté par une attaque kamikaze à la voiture piégée pour ouvrir une brèche dans l'enceinte du camp. Des combattants shebab ont ensuite attaqué ce dernier depuis plusieurs directions. Coutumiers des attaques contre des bases militaires étrangères en Somalie, les shebab ont affirmé avoir pris la base, tué 65 soldats kényans, et s'être emparé de véhicules et divers équipements militaires. "Les combattants ont pris le contrôle de la base et de toute la zone de Kolbiyow après avoir massacré les infidèles kényans", ont-ils assuré dans un communiqué. L'armée kényane (KDF) a

de son côté affirmé avoir repoussé l'attaque. Les soldats kényans "ont farouchement répondu à un groupe de shebab qui ont tenté d'attaquer le camp" peu avant l'aube, a déclaré Paul Njuguna, porte-parole des forces kényanes (KDF), dans un communiqué. "Les soldats des KDF ont repoussé les terroristes et en ont tué un grand nombre", a ajouté la même source, selon laquelle "l'information relayée par les terroristes sur les réseaux sociaux est fautive et fait partie intégrante de leur propagande". "Une opération en vue de pacifier la zone est en cours, avec le soutien des forces aériennes et terrestres", a précisé M. Njuguna. La base de Kolbiyow est si-

tuée près de la frontière kényane, dans la région somalienne de Lower Juba. Les shebab ont l'habitude d'exagérer le bilan de leurs assauts, tandis que le Kenya minimise généralement ses pertes. Aucune source indépendante n'était en mesure hier de dresser un bilan de l'attaque. Les shebab ont mené plusieurs attaques d'ampleur contre des bases de l'Amisom en utilisant le même modus operandi qu'hier. En janvier 2016, à El-Adde (sud de la Somalie), ils ont revendiqué la mort de près de 200 soldats kényans, des informations invérifiables mais jugées crédibles par plusieurs sources sécuritaires à Nairobi. Le Kenya n'a jusqu'à présent pas

fourni de bilan de cette attaque. Quelque 22 000 soldats africains sont actuellement déployés en Somalie dans le cadre de la mission de l'UA. Ils soutiennent le fragile gouvernement somalien contre les shebab, qui ont juré sa perte. Confrontés à la puissance de feu de l'Amisom déployée en 2007, les shebab ont été chassés de Mogadiscio en août 2011. Ils ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions, mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides, souvent jusque dans la capitale.

A travers le monde

- Etats-Unis/Diplomatie. Washington veut "montrer sa force" à l'Onu. La nouvelle ambassadrice américaine aux Nations unies a assuré hier, sur un ton inhabituel, que les Etats-Unis allaient "montrer leur force" au sein de l'organisation, mettant ainsi en garde les pays qui voudraient s'opposer à la diplomatie du président Donald Trump.
- France/Politique. Hamon ou Valls comme champion socialiste.



Photo : AFP

Les électeurs français vont trancher ce dimanche entre deux visions de la gauche, le "futur désirable" porté par l'outsider devenu favori, Benoît Hamon et le projet "réaliste et crédible" de Manuel Valls, à trois mois de la présidentielle.

• Israël/Enquête. Netanyahu de nouveau interrogé par la police. La police israélienne a interrogé de nouveau hier Benjamin Netanyahu pendant plusieurs heures pour des faits présumés de corruption, qui placent le Premier ministre sous une pression grandissante, ont rapporté les médias.

Centrafrique/Violences

Les Nations unies mettent en garde les groupes armés contre de nouveaux affrontements

AFP
Bangui/Centrafrique

LES Nations unies ont mis en garde hier les groupes armés en Centrafrique contre une résurgence des violences, entraînant de graves conséquences pour les populations civiles. "La Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) met en garde les groupes armés qui cher-

chent à attiser la violence pour imposer un quelconque agenda, et leur demande de cesser leur affrontement dans le pays et surtout dans la région de Bambari (centre-est)", a déclaré hier le porte-parole de la Minusca, Vladimir Monteiro. "Bambari est le noyau logistique des opérations humanitaires dans la partie orientale de la Centrafrique. Des combats dans la ville auraient des consé-

quences majeures, non seulement pour la population locale, mais aussi pour les habitants de la région de l'Est dont des milliers dépendent de l'aide humanitaire", a-t-il ajouté. "Avec une population de 42 000 habitants et plus de 26 000 déplacés, un conflit ouvert à Bambari, serait dévastateur pour la population", selon un coordinateur des opérations humanitaires, Michel Yao. En septembre-octobre

2016, des affrontements entre groupes armés avaient fait plus d'une centaine de morts et des milliers déplacés. Ces affrontements concernaient des Peuls armés et des factions rivales de l'ex-Séléka. La Centrafrique connaît un calme précaire après avoir basculé dans le chaos en 2013 avec le renversement de l'ex-président François Bozizé par les groupes armés Séléka prétendant

défendre la minorité musulmane. La contre-offensive des groupes armés anti-Balaka à dominante chrétienne a provoqué des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés. L'intervention de la France, puis des Nations unies a permis début 2016 l'élection du président Faustin-Archange Touadéra et le retour d'un calme relatif dans la capitale Bangui.